



MARIE-CHRISTINE HARITÇALDE
CONSEILLER ELUE



Assemblée des Français
de L'Étranger

ARGENTINE - CHILI - PARAGUAY - URUGUAY



La lettre de votre Conseiller UDIL

SOMMAIRE

Agenda/Dates à retenir P.1

Session de l'AFE P. 2-6

***Questions des
conseillers UDIL P.6***

***L'actualité de votre
Conseiller P.7***

Les dates à retenir :

- *14 et 15 décembre 2012 : Bureau de l'AFE*
- *04 au 09 mars 2013 : 18ème session plénière de l'AFE*
- *24 et 25 mai 2013 : Bureau de l'AFE*



Photo de famille de l'AFE (sept.2012)



*XVIIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER
(DU 03 AU 08 SEPTEMBRE 2012)*



Assemblée des
Français de l'étranger

INTERVENTIONS EN SEANCE PLENIERE

Discours du Ministre des Affaires étrangères, M. Laurent FABIUS, devant l'Assemblée des Français de l'étranger (3 septembre 2012) :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-francais-a-l-etranger/la-presence-francaise-a-l-etranger/les-francais-etablis-hors-de/article/17e-session-de-l-assemblee-des>

Présentation du **rapport** de M. François SAINT-PAUL, **Directeur des Français à l'étranger et administration consulaire** (DFAE) :

<http://www.assemblee-afe.fr/rapport-du-directeur-des-francais.1150.html>

Discours de clôture de la ministre déléguée chargée des Français de l'étranger, Mme Hélène Conway-Mouret -Paris, 7 septembre 2012 :
<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2012-09-07.html#Chapitre5>

Intervention de Mme Martine Schoeppner devant la Ministre déléguée Hélène Conway **au nom du groupe UDIL** : « Madame la Ministre, Merci de tous ces projets. Soyez assurée de notre participation à la réflexion.

Le groupe UDIL aurait aimé aborder l'aide à la scolarité, la fiscalité, la sécurité. C'est mission impossible en si peu de temps. Actualité oblige, c'est donc de l'évolution de notre représentation que je vais évoquer.

Alors que cette session marque le 30^e anniversaire du CSFE élu au suffrage universel, nous vous présentons un projet que nous venons de voter tous ensemble.

Cette évolution, nous y travaillons depuis longtemps : une véritable assemblée, émancipée, pouvant enfin remplir ses missions, avec de nouvelles compétences, une assemblée plus écoutée, ici et sur le terrain.

Les élus que nous sommes sur le terrain ; pour les diplomates qui passent, la véritable mémoire de la circonscription.

Vous le savez bien, Madame la Ministre, ils sont une aide précieuse, un relais pour nos compatriotes, un pôle qui complète l'action des postes.

Nos sessions à Paris nous permettent de faire remonter leurs préoccupations, de travailler ensemble à trouver des solutions.

Il est également important de conserver nos représentants dans les divers organismes. Ils y

portent la voix des Français de l'étranger.

Nous ne voulons pas devenir de simples comités à l'italienne, livrés aux associations, inefficaces. S'il vous plaît, ne revenez pas 30 ans en arrière.

Madame la Ministre, vous vous êtes battue parmi nous pour cette Assemblée. La participation aux élections n'a rien à voir avec l'utilité de l'AFE ou les services que rendent les élus (sans demander aux gens s'ils votent !).

D'ailleurs, à force de multiplier les structures, les catégories d'élus, ce n'est pas plus de participation ou plus de démocratie de terrain que nous obtiendrons mais une TOTALE ILLISIBILITÉ !

Les comités sont nécessaires, peuvent être développés mais ne s'adressent qu'à une partie de la communauté.

L'autre partie, la majorité silencieuse ne réclame rien, elle a seulement besoin d'obtenir ses papiers, de conseils, de solutions, quelque fois d'aide d'urgence.

Vous savez cela, c'est surtout à ces demandes que doivent répondre les élus, souvent loin des postes et plus la communauté est importante, plus la demande augmente en particulier là où il n'y a pas ou plus de poste. Ceci devra être pris en compte, le nombre de postes dans la circonscription car les comités dans ces cas ne seront pas la solution, en particulier dans des situations d'urgence.

Votre assistante a assisté à nos travaux, démontrant votre intérêt.

Nous vous présentons le résultat de notre réflexion, dans le cadre budgétaire contraint (bien éloigné de celui du CSFE et autres assemblées !).

Cette assemblée, même si ce n'est jamais dit, a fait connaître et avancer de nombreux dossiers, a donné une impulsion à de nouvelles méthodes : dossiers garde d'enfants, permanences consulaires, simplifications administratives, vote électronique. Je conclue par 1 question et 3 demandes.

Madame la Ministre, pouvez-vous nous dire quelques mots sur la date des élections ?

- Faites que les Français de l'étranger fassent enfin partie de la décentralisation ;
- Faites cette loi, qui comme l'a dit un sénateur en commission « pourrait porter votre nom » ;
- Apportez à nos compatriotes établis hors de France ce qu'ils attendent, loin de toute politique politicienne et partisane.

Merci. »

TRAVAUX EN COMMISSIONS

Commission des Affaires culturelles, de l'Enseignement et de l'Audiovisuel



Photo Olivier Bolvin / MAEE

La commission s'est surtout penchée, pendant cette session, sur le dispositif d'Aide à la Scolarité : diagnostic des problèmes afférant au système actuel des bourses et réflexion sur la définition de nouveaux critères d'attribution de l'aide à la scolarité suite à la suppression par le gouvernement de la mesure de Prise en Charge (PEC). Ce travail d'évaluation fut réalisé directement avec l'AEFE.

La commission a également auditionné le Centre International d'Etudes Pédagogiques (CIEP) - coopération internationale en éducation, certification des diplômés - TV5 Monde, RFI et France 24.

Commission des Affaires sociales

La Commission, après s'être félicitée de la réponse positive donnée par le Ministère de la Santé à l'avis motivé de mars 2012, a repris les quatre sujets récurrents de la Commission :

Handicap : Le Dr Catherine Pruvost nous a fait un historique sur la politique du handicap en France en s'étonnant de n'avoir quasiment rien trouvé concernant les Français de l'Etranger.

Caisse des Français de l'étranger - CFE : Augmentation de 35% des adhésions en 10 ans. Certification des comptes en juin 2012 par le cabinet Mazars.



Photo Olivier Bolvin / MAEE

Réunion avec Monsieur Fatome, directeur de la Sécurité Sociale, afin d'envisager une convention de partenariat avec la CFE.

Situation administrative difficile actuellement (manque de personnel et vacances) les 68.000 dossiers non traités le seront dans les 4 à 5 semaines à venir.

Pour le financement de la 3ème catégorie aidée, la DFAE versera 498.000 Euros, le solde (environ 2.000.000 Euros) restant à la charge de la CFE.

Caisse nationale d'assurance vieillesse : Madame ROSES fait le point sur la retraite anticipée pour longue carrière.

Le VFU - Versement Forfaitaire Unique, inférieur ou égal à 154,09 Euros, sera payé 15 fois le montant calculé MAIS les bénéficiaires ne bénéficieront plus de l'assurance maladie.

Concernant les certificats d'existence, 3 projets :

- imprimés envoyés par courriel
- automatisation des déclarations de décès avec certains pays ayant des services d'Etat Civil identiques aux nôtres.
- Mutualisation avec des caisses de retraite complémentaire.

Direction des Français à l'étranger - DFAE : Monsieur Nicolas fait le point sur les aides sociales attribuées en 2011/2012.

Révision des subventions aux associations française d'aide et mise en place d'associations nouvelles.

Dans le triennum 2013/2015 garantie, à niveau constant, des aides sociales pour les Français de l'Etranger.

Nouvelles règles pour l'obtention de subventions auprès des OLES (Organisation Locales d'Entraide Sociale - Ex associations de Bienfaisance).

Monsieur Jean-Marc GROSGUJRI - Directeur Adjoint du Cabinet de Madame la Ministre déléguée chargée des Français de l'Etranger, a participé à nos réunions. Il est chargé au sein du cabinet des Affaires Sociales.

Commission des Finances et des affaires économiques

Diplomatie économique au sein des affaires étrangères (intervenant : M. Jacques MAIRE)

Activités :

- soutenir les entreprises stratégiques
- négociations économiques
- implication des ambassades et ambassadeurs

dans l'économie

- reconquête de la souveraineté économique de la France – plan d'action en 9 points qui évoluera (en devenir)
- mise en place d'un conseil économique auprès de l'ambassadeur.

Conventions fiscales (intervenant : M. Renaud JAUNE)

- Entrée en vigueur des avenants avec l'Autriche et l'Île Maurice
- Rapport du Sénat sur l'évasion fiscale
- Mise à jour : anti abus – situations juridiques différentes entre 2 Etats – crédit d'impôts fictifs
- Nouvelles négociations : la Chine, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique.

Point d'actualité sur la campagne d'impôts sur le revenu (intervenant : M. Cyril MALOINE)

Loi de finances rectificative : impôts sur l'ISF – revenus immobiliers assujettis aux contributions sociales (17/08/12).



Photo Olivier Bolvin / MAEE

Commerce extérieur de la France (intervenante : Mme Nicole BRICQ, Ministre)

Objectif stratégique (équilibre du commerce extérieur dans les 5 années à venir)

Situation : perte de + de 19% depuis 2002

Priorités d'actions :

- couplage de nos filières avec des priorités pays
- facteurs d'innovation
- réciprocité
- appuis sur les régions françaises en chefs de file de l'animation export
- banque publique d'investissement pour l'export
- assurance-crédit à niveau
- Ubifrance – du « sur mesure »
- grands groupes responsables envers leurs filières.

Programme 151 pour 2013-2014-2015 (intervenant : M. François SAINT PAUL)

- réduction de 7% (2013), 4% (2014), 4% (2015)
- maintien de l'aide sociale

- PEC supprimée – réforme des bourses à partir de janvier 2013
- suppression d'emplois dans les consulats d'influence
- augmentation du personnel dans les services visas

Systèmes d'information (ADSI) (intervenant : M. Nicolas CHAPUIS)

Budget : 6 millions €

Périmètre de l'action du service :

- tout service consulaire
- mise à disposition des outils informatiques
- fourniture auprès des infrastructures des communications mondiales.

Commission des Lois et règlements

Les travaux ont été consacrés à la réforme annoncée.

La commission a donc auditionné le directeur de cabinet de la Ministre et a émis un avis rappelant que l'AFE est essentielle pour nos compatriotes et que les sessions à Paris sont primordiales.

On y rappelle également les demandes, suite aux conclusions de la commission de la réforme de 2006. Il est temps de faire entrer les Français de l'étranger dans la décentralisation.

La révision de la carte des circonscriptions électorales doit se faire dans le respect des critères du Conseil Constitutionnel. Dans les cas nécessaires, le scrutin majoritaire à 1 siège doit pouvoir être préservé.

Enfin, le collège électoral des sénateurs établis hors de France pourra être multiplié par deux. Ainsi, les suivants de listes lors des élections des conseillers AFE seront élus (même nombre) et seront (délégués consulaires) membres des comités consulaires.

Commission de l'Union européenne

Deux grands centres d'intérêts ont été soulevés à la Commission de l'Union Européenne: la coordination de la sécurité sociale dans les États Européens, Solvit, présentation du réseau et de ses fonctions et la carte européenne d'assurance maladie (CEAM).

La Commission a auditionné M. Brillanceau, (Affaires communautaires et internationales- Ministère des Affaires Sociales et de la Santé). Ce ministère gère tout ce qui a trait à la sécurité sociale et veille au respect des accords bilatéraux afin d'assurer la continuité de la couverture sociale des intéressés (travailleurs

qui se déplacent). Les quatre principes de la coordination communautaire de la sécurité sociale sont:

Législation applicable : fonctionne selon la loi de l'Etat où le travailleur exerce une profession, égalité de traitement, principe du maintien du droit et maintien des droits acquis.

Solvit ("Solutions vites") est un réseau implanté dans chaque Etat membre de l'Union Européenne (ainsi que la Norvège) qui a pour but de résoudre à l'amiable les difficultés que rencontrent les citoyens et les entreprises et d'assurer une correcte application du droit de l'Union Européenne. Ce service est gratuit. Les principaux domaines d'intervention sont : la sécurité sociale, le droit de résidence, la reconnaissance des qualifications professionnelles et des diplômes.



Autre sujet: La CEAM (Carte Européenne d'Assurance Maladie): 42 millions de cartes en Europe. On constate que cette carte européenne est loin de fonctionner et la prise en charge des soins médicaux est demandée dans certains pays (Espagne, Grèce). La Commission souhaite que la validité (un an) de la carte délivrée en France soit allongée comme cela existe dans d'autres pays européens.

Commission temporaire des anciens combattants

« Il faut donner du temps au temps. » Cet aphorisme, dont la paternité ne revient ni à François Mitterrand, ni à Raymond Barre, mais à Cervantès, dans *Don Quichotte*, a permis aux membres de la commission des Anciens Combattants d'attendre avec sérénité les grandes lignes du nouveau *Livre blanc sur la défense*, en général, et l'énoncé de la politique relative aux anciens combattants, en particulier, qui nous seront communiqués, lors des ides de mars, à la 18^e assemblée plénière.

En l'absence des directeurs de cabinet des deux ministres de tutelle des anciens combattants, nous avons d'abord accueilli Christel Augustin, chef du département de la Solidarité à l'Office

national des Anciens Combattants et Victimes de guerre, dont les exposés d'une grande clarté sont unanimement appréciés.

Nos seconds invités furent le colonel Pierre Geoffroy, président de la Fondation Lyautey, et le vice-président de la Fondation, Arnaud Tessier. L'exposé du colonel Geoffroy sur la carrière du maréchal Lyautey au Maroc s'inscrivait dans le cadre de la mémoire coloniale et de l'armée d'Afrique. La politique mémoriale – et plus précisément, le devoir de mémoire – relève du mandat de la Commission.

Dans ce contexte et en remontant le temps, nous avons attiré l'attention de nos collègues sur la préparation du centenaire de la déclaration de la Première Guerre mondiale, en 2014, et du 150^e anniversaire de la bataille de Camerone.



Photo Olivier Bolvin / MAEE

Devoir de mémoire encore : les membres de l'AFE ont participé au ravivage de la Flamme, sur la tombe du Soldat inconnu. Mais il est un autre hommage qu'ils rendront lors de la 18^e session, en mars 2013 : fleurir la plaque apposée aux Invalides à la mémoire des Français de l'étranger morts pour la France. Cette cérémonie aura lieu à la suite de la messe en l'église Saint-Louis des Invalides à la mémoire du sénateur Jacques Habert.

Disons-le avec des fleurs : le Bleuet de France n'a pas la notoriété du *poppy*, qui est très populaire dans les pays du Commonwealth. Madame Augustin nous invite à le faire connaître dans nos pays d'adoption, dans nos pays d'élection, au sens étymologique du terme.

Commission temporaire de la sécurité des Français à l'étranger

La crise syrienne, la situation au Sahel ainsi que

la protection consulaire des citoyens européens par l'article 23 du nouveau Traité de l'Union, auront été au cœur des travaux de la commission durant cette 17ème Assemblée.

La commission inaugurera ses travaux par un tour de table sur la petite délinquance dans chaque circonscription, la perception de la France et des Français, et les évolutions démographiques récentes des communautés françaises.

Cet échange mettra en exergue l'aggravation de la sécurité pour tous les types de risques :

- Zones de guerre (Afghanistan, Irak), etc. ;
- Foyers de terrorisme organique (Sahel, corne de l'Afrique, Yémen) ;
- Zones d'instabilité politique (Afrique du nord, Moyen-Orient), et enfin ;
- Zones de haute criminalité (Mexique, Venezuela, Colombie, etc.).



Marc FONBAUSTIER, sous-directeur du Centre de crise (CDC), évoquera un réseau consulaire sous haute tension, dans une période marquée par une forte progression de la mobilité de nos compatriotes : 13 millions de voyageurs et plus de 2.5 millions d'expatriés.

Le directeur François SAINT-PAUL exprimera ses craintes quant à un dérapage budgétaire du programme 151 en cas d'adoption de l'article 23 du Traité car il imposerait principalement à la France le soutien du dispositif, en raison de son réseau consulaire riche et particulièrement dédié à la protection consulaire. Le Directeur du CDC, Serge MOSTURA, lors de son audition, complétera les analyses audacieuses du Directeur François SAINT-PAUL.

En conclusion, les membres UDIL de la Commission auront ressenti un malaise profond quant à l'absence de tout dispositif pour nos compatriotes de Syrie depuis le retrait politique de la France, et malgré les propositions de pistes de réflexion par notre collègue Jean-Louis MAINGUY, un consensus au sein de la Commission en vue de l'ébauche d'une résolution n'aura pu être trouvé.

Retrouvez les rapports complets des commissions sur le site :

<http://www.assemblee-afe.fr/-travaux-des-commissions-.html>

Questions écrites, orales et d'actualité Réponses

Questions orales

Mme Claire-Marie JADOT : Coût des dispositifs mobiles de délivrance et de renouvellement des passeports et critères retenus pour qu'un consulat soit habilité à délivrer ou renouveler des passeports (*source : FAE/SFE/ADF*)

Sénatrice Joëlle GARRIAUD-MAYLAM : information retraite pour les expatriés et futurs expatriés, ainsi que leurs conjoints (*Source : Ministère de la Santé/Direction de la Sécurité Sociale (via FAE/SAEJ/CEJ)*)

Retrouvez l'ensemble des questions écrites, orales et d'actualité sur le site :

<http://www.assemblee-afe.fr/-questions-.html>

Retrouvez nous sur le site :
www.mcharitcalde.cl
www.avenirfrance.com

RENCONTRES AVEC VOTRE CONSEILLER

Tous les mardis de 10 :30 à 13 heures
Consulat de France, Condell 65, Providencia

ACTIVITES DE VOTRE CONSEILLER

En circonscription



**Cérémonie « Pose de la 1^{ère} pierre » -
Lycée St. Exupéry/Site 2 Chamisero**

A Paris



**Séminaire UDIL du samedi 1^{er} mars au
Sénat**



Réception pour célébrer le 14 juillet a



**Sophie Hazard (Afrique du Sud) –
Session de travail au Sénat**